

Kazetenn Kergwenn

La gazette des maraîchers



- *Juin 2021* -

SOMMAIRE

- *Les travaux du moment à la ferme*
- *Les légumes du mois*
- *Petit point agri-culture*
- *Édito*

Les travaux du moment

Ca y est, un climat estival s'est enfin installé sur nos contrées ! Il était temps car on a vu courant mai beaucoup de légumes stagner et végéter en absence de soleil et des degrés suffisants. Mais maintenant on a bon espoir, les tomates grossissent de jour en jour, les haricots, melons et autres concombres s'épanouissent : ça foisonne sous abri et ça commence en plein champ, la saison est lancée !



Nous arrivons à la fin de la période de semis/plantation intense qui aura duré 3 mois. Les cultures d'été sont en place, il semble déjà loin le temps où notre pépinière regorgeait de petits plants que nous avons semés en fin d'hiver... En plein champ, certaines cultures qui

produiront en automne sont aussi déjà installées : courges, pomme de terre conservation, carottes et panais semés, et bientôt les poireaux... mais ne nous attardons pas plus longtemps sur l'automne puisque devant nous s'étend l'été !



Test de melons entre les haricots à rame

La préparation des sols et les semis/plantations laissent ces temps-ci plus la place au soin des cultures et aux récoltes. L'égourmandage et le palissage des tomates et concombres ne va pas tarder à nous prendre plusieurs heures par semaine ! La gestion de l'irrigation est aussi à caser dans notre plan de charge : on déplace les lignes d'aspersion en extérieur et on surveille le temps d'arrosage, ce qui vaut aussi pour le goutte-à-goutte sous tunnel. On bine les entre-rangs des radis, coriandre ou choux, on butte les pomme de terre, les haricots d'extérieur... En fait, toutes les cultures sont observées et surveillées pour ensuite décider du planning du jour, de la semaine. On ouvre les mirettes et ça discute de l'ordre des priorités, sans compter les imprévus... Nos stagiaires de choc sont encore à nos côtés pour 3 semaines, et nous aident à mettre un bon coup de collier dans cette période charnière.



Les légumes du mois

- * *Légumes que vous pouvez trouver sur l'étal* : pomme de terre primeur, fèves, courgettes, betteraves botte, haricots verts, épinards, coriandre, champignons (pleurotes roses et grises)
- * *Légumes à venir prochainement* : oignons blancs, radis bottes, salades... et peut-être les premières tomates d'ici la fin du mois si le temps le permet !



Agri-culture

Pour ce mois-ci, nous souhaitons vous parler d'un légume phare : la tomate. C'est un légume parmi la trentaine que nous cultivons mais c'en est un d'importance pour chaque maraîcher qui se respecte ! Tant en charge de travail qu'en chiffre d'affaires pour la ferme. Nous vous faisons profiter ici d'un article reçu via notre réseau professionnel du Groupe d'Agriculture Biologique 29 (GAB29). Nous adhérons sans réserve au contenu de cet article, c'est pour cela que nous tenions à vous le partager.

En 2020, la nouvelle réglementation encadrant la production de tomates bio sous serres chauffées est entrée en vigueur. Cela s'est traduit par une interdiction de vente des tomates bio issues de serres chauffées, ainsi que d'autres légumes (poivron, courgette, aubergine, concombre), avant le 1er mai. Alors que depuis déjà un mois, on a vu l'arrivée des tomates bio françaises sur les étals des supermarchés, nous avons cette année souhaité repasser ce message : La saison des tomates, qu'elles soient bio ou non, c'est de juin à octobre.

Dès 2019, le réseau FNAB s'était prononcé pour une interdiction pure et simple du chauffage des serres en bio. Et ce avec deux arguments simples : d'abord l'argument du bon sens agronomique ; ensuite celui d'une **utilisation raisonnable de l'énergie** en lien avec les questions climatiques et écologiques. Le règlement bio européen stipule que *« la production biologique est un système de gestion durable qui repose sur les principes généraux suivants : respecter les systèmes et cycles naturels et maintenir et améliorer l'état du sol, de l'eau et de l'air, la santé des végétaux et des animaux, ainsi que l'équilibre entre ceux-ci [...] Faire une utilisation responsable de l'énergie [...] »*.

Pour Arnaud Daligault, maraîcher bio à Montreuil-le-Gast et président d'Agrobio 35 : **« A partir du moment où on artificialise en introduisant du chauffage, en créant les conditions optimales pour la croissance d'une tomate, on ne respecte pas les cycles naturels. »** Au-delà de la réglementation, à l'heure où l'environnement est la deuxième préoccupation des Français derrière l'emploi, le chauffage des serres pour produire des légumes hors saison nous semble être une utilisation déraisonnable de l'énergie. En plus du chauffage, la plupart du temps au fioul ou au gaz, s'ajoute les consommations énergétiques liées à la lumière nécessaire au développement de la plante et à l'alimentation électrique de points de stockage en amont de leur commercialisation au 1er mai. Selon les indicateurs d'émissions de gaz à effet de serre publiés par l'ADEME (Agence de transition écologique) en 2016 : **« Pour une tomate locale de saison, les émissions de gaz à effet de serre correspondent à un indice de 0,3 kg CO2/kg. Pour une tomate espagnole, bio ou pas bio et quelle que soit la saison, le chiffre est de 0,6 kg CO2/kg. Et pour une tomate française issue de serres chauffées (le document de l'ADEME écrit « hors saison », NDLR), le chiffre est de 2,2 kg CO2/kg. »**

Traduction : même la tomate espagnole, si décriée pour son transport polluant, possède un impact environnemental plus faible que la tomate française cultivée sous serre chauffée. Il nous semble fondamental d'aller vers la **sobriété énergétique**. De plus, la **robustesse** et la **résilience** des systèmes maraîchers passent selon nous par la **diversification**, l'agronomie, la **biodiversité**, le bien-être des productrices et producteurs. La meilleure énergie est celle qu'on ne consomme pas. C'est pourquoi nous tenons à rappeler **qu'une tomate, ça se consomme de juin à octobre**. Et si elle est bio locale, c'est l'idéal !

BILAN CARBONE D'UNE TOMATE FRAÎCHE

Produite en
France en saison



Produite en Espagne
et importée en France



Produite en France
sous serre chauffée



Et comme il nous arrive à toutes et tous d'entendre dire « bio d'accord, mais le local c'est mieux ! », nous tenions à vous transmettre une tribune aussi issue du réseau FRAB.

« Le local c'est mieux pour soigner mon empreinte écologique ! »

L'opposition bio et local n'a pas de sens : le bio est un mode de production reconnu en tant que signe officiel de qualité. Le local est une notion qui renvoie simplement à un aliment produit à proximité. Le bilan carbone des productions locales n'est pas toujours bon : quand il repose sur la fabrication et l'épandage d'engrais chimiques, le bilan carbone d'un produit "local" explose. En effet, 100 kgs d'azote de synthèse épandus par hectare équivaut à 10 000 km parcourus en voiture. Cet azote minéral, interdit en bio, provient de la pétrochimie.

D'autre part, en France (et donc particulièrement chez nous en Bretagne), les animaux d'élevage sont encore majoritairement nourris avec du soja importé d'Amérique du Sud à 80% OGM.

En gros, un porc/un poulet finistérien "bien de chez nous", élevé de manière classique et conventionnel, se trimballe le bilan le bilan carbone monstrueux de son alimentation au soja brésilien et/ou une autre culture fertilisée aux engrais azotés de synthèse et traitée aux pesticides issus du pétrole.

Du coup, le bio et local, dès que cela est possible, reste l'idéal !

Édito

Dans cette rubrique nous souhaitons exprimer des avis personnels sur notre vision du métier d'agriculteur, ou faire des petits zooms sur l'actualité de l'agriculture.

Les agriculteurs bio bretons, grands perdants de la prochaine PAC 66% d'aides en moins pour les Bio, une perte moyenne de 132 euros par hectare et par an !

C'est la conséquence des premiers arbitrages rendus par Julien Denormandie sur la prochaine programmation PAC. En Bretagne, cette décision enterme la reconnaissance des services rendus par les agriculteurs bio bretons qui était encore rémunérée jusqu'ici. « Alors que la Région avait depuis 3 ans pallié aux carences de l'État en faisant le choix de financer l'aide au maintien en bio sur l'ensemble de son territoire, la chute sera d'autant plus rude pour la bio en Bretagne. Si le Ministre ne modifie pas sa copie immédiatement, la bio bretonne risque d'être stoppée net dans son développement. Nous avons pourtant de nombreux défis environnementaux à relever en Bretagne, et la bio offre des solutions éprouvées ! », affirme Julien Sauvée, président de la FRAB.

Dans ce contexte et sans perspective à long terme, nous craignons fortement que cet arbitrage freine les dynamiques de conversion. « La communication sur une enveloppe augmentée pour les paysans conventionnels qui veulent se convertir à la Bio n'est que poudre aux yeux. Ce budget est fictif et ne sera jamais dépensé, personne n'ira se convertir sans soutien durable », estime Loïc Madeline, secrétaire national PAC à la FNAB. Pour la FNAB, l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir a sonné la fin du développement de l'agriculture biologique par l'action de l'État, laissant les consommateurs seuls tirer la dynamique et assumer le coût final. Le bilan depuis quatre ans au niveau national est éloquent :

- Trois années de retard de paiement des aides bio jusqu'en 2020
- Objectif de 15% de surfaces bio en 2022 abandonné
- Refus d'indemniser les fermes bio pour ces retards qui ont entraîné des faillites
- Suppression du financement de l'aide au maintien par l'État dès 2017

Verdissement contre « agriwashing »

Le verdissement annoncé de la PAC n'aura pas lieu. Les effets bénéfiques de l'agriculture sur la biodiversité, sur la qualité de l'eau ou le bien-être animal ne sont plus à démontrer et facilement mesurables. « Ils correspondent aux attentes de la société et des consommateurs. La PAC est un formidable outils pour réorienter les pratiques agricoles. Là, elle va juste favoriser le statu quo alors que nous sommes dans une situation d'urgence climatique et écologique », estime Fabien Tigéot, éleveur bio à Bohal et vice-président de la FRAB.

Dominique Dubreuil, paysan bio à Ploërmel y voit même un nouveau mouvement émerger, celui de « l'agriwashing, ou comment redorer le blason d'un modèle agricole passéiste et polluant ». Pourtant, on sait aujourd'hui, que des mesures préventives comme le soutien à la bio coûte bien moins cher à la société que des mesures curatives comme la dépollution de l'eau. « Et en matière de pollution de l'eau, on s'y connaît en Bretagne », conclut Fabien Tigeot.

Si vous le souhaitez, une pétition est en ligne à ce propos !
<https://www.change.org/p/emmanuel-macron-on-veut-la-bio-pour-tous>

Pour nous à Legumaj'Kergwenn, cela ne nous impactera pas vraiment car nous ne cultivons pas une grande surface (5ha) mais sachant qu'il y a un budget considérable de la PAC qui parvient en subventions aux agriculteurs, il nous semble cohérent que celles-ci servent à rétribuer des pratiques agricoles vertueuses et durables. Juste pour finir, la réforme de la PAC n'a pas réussi à progresser sur un point fondamental : les aides sont toujours proportionnelles au nombre d'hectares que cultive un agriculteur, ce qui incite forcément à l'agrandissement des fermes et donc l'utilisation des produits phytosanitaires.

A-benn ar wech all evit keloù all !
A bientôt pour la nouvelle gazette !